LA RÉVOLTE SANGLANTE
EN ESPAGNE

Les rues de Barcelone sont rouges de sang et de flammes. – Des soldats désertent en masse. – Le mouvement insurrectionnel s'étend.

Les événements prennent, en Espagne, une tournure fort grave et il semble que les combats soutenus au Maroc sont le prétexte plutôt que la cause réelle de cette explosion populaire.

Si les populations de la Catalogne se soulevaient en apprenant la situation fâcheuse des troupes à Melilla, on pourrait croire que leur grief tient à l'insuffisance des prévisions militaires et que l'orgueil castillan souffre des atteintes subies par le drapeau. Mais ce n'est pas le cas, puisque des foules irritées veulent s'opposer au départ des soldats pour l'Afrique et puisque l'on constate de nombreuses désertions parmi les réservistes appelés sous les drapeaux.

Il est donc permis de penser que le mouvement est surtout politique et que le gouvernement royal est menacé.

Depuis la mort d'Alphonse XII jusqu'à l'avènement du roi actuel, la monarchie a traversé des heures difficiles. L'Espagne a perdu Cuba et Manille. Malgré cela, en dépit des défaites aux Antilles et aux Philippines, le trône n'a pas été en péril.

En ce moment la couronne est-elle en danger ? Peut-être non, mais qui pourrait l'affirmer ?

On a arraché des ouvriers à leur travail, des pères à leur famille pour les envoyer mourir sous le soleil d'Afrique. Cette guerre coloniale a pris pour les Espagnols le caractère d'horreur de la guerre tout court. On lève dans la péninsule l'impôt du sang !

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Les populations qui se résignaient à la politique coloniale des capitalistes tant que leur argent seul servait à en payer les folies, n'ont pas supporté qu'on les mène à la mort pour favoriser les spéculations de quelques lanceurs d'affaires.

A l'ordre de mobilisation a répondu la grève générale et l'on peut voir, par les dépêches que nous publions, toute l'étendue de ce mouvement révolutionnaire et les embarras considérables qu'il crée au gouvernement.

BARCELONE
à feu et à sang

Cerbère, 30 juillet. — Un train vient d'arriver de Gerone. Les voyageurs qui s'y trouvaient s'étaient rendus de Barcelone à San-Felice par mer, de San-Felice à Gerone [illegible]

Ils annoncent que la révolution bat son plein à Barcelone

La Maison du Peuple a été rasée par l'artillerie.

Tous les couvents ont été incendiés sauf celui de la calle Caspe, défendu par les jésuites et la garde civile.

Les forts de Montjuich ont bombardé les Ramblas et les Paseos.

Dix mille révolutionnaires en armes livrent journellement des combats contre la force armée.

Ils ont formé un comité révolutionnaire qui dirige le mouvement insurrectionnel.

Le pont de Caldas de Maravella a été dynamité.

A Cassa de la Selva, San-Felice et Palamos, les routes sont interceptées.

Les Somatin, institution de civils armés particulière à la Catalogne, empêchent, le fusil au poing, la circulation et tiennent tête à la garde civile.

Envois d'importants renforts à Barcelone

Madrid, 30 juillet. — Le roi et le ministre de la guerre ont reçu la visite des maréchaux Lopez Dominguez et Primo de Rivera, des généraux Luque et Polavieja et de plus de cent officiers supérieurs, offrant leur concours contre le mouvement révolutionnaire, que les autorités disent partout contenu, sauf à Barcelone où on se bat encore.

On a dirigé sur le théâtre de la lutte DIX REGIMENTS DE CAVALERIE, CINQ D'ARTILLERIE ET QUINZE BATAILLONS D'INFANTERIE.

Le gouvernement reçoit beaucoup d'offres de concours d'hommes politiques de tous les partis, même des républicains modérés.

Les tueries de Barcelone

RECIT D'UN TEMOIN

Marseille, 30 juillet. — Le paquebot allemand « Scutari », est arrivé hier soir venant de Barcelone, où il se trouvait au moment des émeutes de ces jours derniers. Le « Scutari » a quitté Barcelone dans l'après-midi de mercredi.

Voici le récit d'un officier du bord :

Jusqu'à lundi dernier tout était demeuré calme dans la ville, malgré qu'une vive effervescence, provoquée par les nouvelles du Maroc, régnât parmi les ouvriers. Soudain lundi après-midi, la grève éclata. La ville perdit aussitôt toute son animation coutumière : plus de charrois, plus de tramways, partout un calme inquiétant qui devait bientôt être suivi de graves désordres.

Ces désordres commencèrent mardi matin et prirent bientôt une importance considérable. **Les rues furent dépavées, les rails arrachés, des barricades furent élevées en de nombreux points de la ville.**

La troupe intervint, des collisions se produisirent entre les soldats et les émeutiers et des coups de fusil et de revolver furent échangés. **Le canon lui-même fit entendre sa voix et des boulets furent lancés contre les barricades, qui furent enlevées d'assaut.**

Naturellement, tout cela n'avait pas été sans qu'il y eût de nombreuses victimes et des dégâts considérables. Plusieurs immeubles avaient été détruits, l'église San-Pablo par exemple. Le calme un peu revenu dans la cité, de sévères mesures furent prises par les autorités. A partir de dix heures du soir, il fut interdit à la population de demeurer sur la voie publique. Les groupes de plus de deux personnes furent défendus.

D'autre part, toute la troupe : cavalerie, infanterie et artillerie, fut mise sur pied. Les soldats disséminés dans toute la ville avaient reçu des ordres formels de tirer sur tout contrevenant aux prescriptions édictées par le gouverneur de la ville. A dater de mardi et jusqu'à nouvel ordre, la troupe devait manger et coucher sur place, prête à toute éventualité.

Certaines artères principales comme la Rambla, la Santa-Monica et le Parallelo notamment, étaient complètement barrées par les soldats.

Sur les quais, autour de la statue de Christophe Colomb, sur la place de Catalogne, on ne voyait que des hommes de troupes ; dans diverses rues des canons et des mitrailleuses étaient installés.

Toutes ces mesures de répression n'empêchèrent pas les troubles de se renouveler en différents points.

Pourtant, dans Barcelone même l'émeute paraissait momentanément enrayée. Il n'en était pas de même dans les quartiers consistuant la banlieue barcelonaise, à San-André San-Antonio, Barcelonetta, Badeluna, où malgré les balles et les obus les révoltés tenaient bon derrière leurs barricades, tirant sans relâche sur la troupe. Partout des **incendies éclataient, des églises, des couvents et des usines livrés aux flammes. D'un seul de ces faubourgs, les ambulances de la Croix-Rouge ramenèrent mardi soir une trentaine de morts et une centaine de blessés.**

Durant la nuit de mardi à mercredi, des coups de feu retentirent de loin en loin. Cependant, il y eut répit de part et d'autre.

Avec le jour, mercredi matin, la fusillade reprit. Les mesures d'ordre devinrent plus sévères encore : la population de la ville ne fut plus autorisée à sortir de chez elle que de six heures à neuf heures du matin. Il fut interdit aux passants de marcher deux ensemble et d'être porteurs d'un paquet quelconque.

Manifestations contre le roi

LE MOUVEMENT INSURRECTIONNEL PREND DE L'EXTENSION

Les combats continuent sur différents points de la ville. Au fur et à mesure que les barricades sont enlevées, d'autres sont dressées et chèrement défendues par les émeutiers.

On cite un cas particulièrement curieux qui s'est produit hier après-midi. Une collision ayant eu lieu entre les grévistes et les gendarmes, ce furent les premiers qui l'emportèrent.

Les gendarmes furent alors désarmés et, un à un, ils furent conduits dans un local privé, où ils furent enfermés sans avoir été molestés.

Quoique l'on veuille bien dire en haut lieu, le mouvement révolutionnaire s'étend de plus en plus et presque toutes les manufactures ont cessé le travail, afin d'éviter des représailles. Les non-grévistes ont fini par se joindre au mouvement révolutionnaire et la masse populaire est debout maintenant contre les autorités.

Aucun véhicule ne circule dans les rues de Barcelone et de nombreuses boutiques sont fermées depuis quatre jours.

Il est absolument impossible de fixer un chiffre approximatif des victimes, morts et blessés.

D'après les avis reçus ici, le mouvement s'est étendu à toute la Catalogne, notamment à Gracia et à Badolona, où des troubles graves se sont produits avant-hier.

Les manifestations contre le roi et contre M. Maura se sont renouvelées ce soir, les gendarmes ont tenté d'arrêter des manifestants, mais ils n'ont pu y parvenir et de nouvelles collisions se sont produites.

DÉSERTIONS EN MASSE

Hendaye, 30 juillet. — Ce matin encore, plusieurs centaines de déserteurs ont franchi la frontière sur divers points.

On évalue à plus de trois mille les insoumis qui ont gagné Hendaye depuis quelques jours.

Un certain nombre, affiliés au carlisme, disent qu'ils reviendront en Espagne avec Don Jaime.

"La révolution est étouffée" dit une note officielle
"La révolution continue" dit une dépêche anglaise

Madrid, 30 juillet. — Le ministre de l'Intérieur communique la note suivante :

« Les nouvelles de Barcelone sont satisfaisantes. La cavalerie a acculé dans les faubourgs de Clôt et de San-Martin le principal groupe des séditieux contre lesquels l'artillerie a ouvert le feu, lui causant de grandes pertes.

» Les survivants se sont rendus et ont livré leurs armes.

» Il reste encore à balayer quelques petits groupes dans les villages voisins de Barcelone.

» Le nombre des victimes est très important.

» Le canon a détruit vingt-trois maisons de Barcelone.

» Dix tribunaux militaires fonctionnent et rendent des sentences qui sont exécutées sans retard.

» Aucun train n'est venu encore de Barcelone. »

D'autre part, on reçoit de Londres, la dépêche suivante qui dément la précédente :

Le combat continue acharné entre la police et les émeutiers auxquels se sont joints beaucoup de soldats. On signale beaucoup de morts et de blessés.

Cette dépêche de source anglaise est confirmée par le télégramme suivant, daté du 30 juillet, via Cerbère,

L'Espagne au Maroc

Le combat de Melilla. — Le gouvernement envoie deux mille hommes de renforts.

Madrid, 30 juillet. — On mande de Melilla à l'« Imparcial », que le croiseur « Numancia », qui possède des canons d'une portée plus longue que celle de l'artillerie de montagne, a commencé à bombarder les hauteurs du Gourougou, où sont des groupes compacts de Maures.

Il semblerait résulter d'informations de source privée, non confirmées officiellement d'ailleurs, que dans la journée du 28 on signalait comme pertes espagnoles une vingtaine d'officiers tués ou blessés, 200 soldats morts et 800 blessés.

Il est impossible de préciser si les chiffres de ces pertes constituent une rectification de ceux qui ont été donnés à la suite du combat du 27 ou s'il s'agit d'un nouveau combat entre Espagnols et Riffains.

Un télégramme officiel de Melilla en date du 29 juillet à 9 h. 40 du soir, annonce de source indigène qu'au cours du combat d'avant-hier, la harka aurait eu cent morts et un nombre de blessés proportionnel.

Un certain nombre de Kabyles combattants seraient rentrés dans leurs douars.

Le commandant de la place d'Alhucémas communique que les chefs des tribus des Axdir n'avant pas fait d'excuses pour l'agression d'hier, l'artillerie a rouvert le feu contre la côte.

Des renforts ont été envoyés à Melilla ; deux mille hommes ont été embarqués aujourd'hui à Algésiras.

Le gouvernement espagnol exerce toujours une rigoureuse censure sur les dépêches, ne laissant passer que des nouvelles optimistes : de sorte qu'il est difficile de savoir ce qui se passe exactement à Barcelone comme à Melilla ; le secret n'est pourtant pas bien gardé, car des informations privées franchissent la frontière et ne laissent aucun doute sur la gravité des événements.

La grève des sardiniers

L'arbitrage de Viviani. — L'accord est établi grâce à l'intervention du ministre du Travail

Quimper, 30 juillet. — Comme on le sait, le ministre du Travail arrivé jeudi à Quimper, dans la matinée, à eu plusieurs entrevues avec les délégués patrons et ouvriers.

Dans la soirée, après une longue discussion, l'accord s'est fait et un compromis a été signé par les représentants des ouvriers et ceux des patrons.

Voici le texte de ce contrat :

Article 1er. — Les employeurs et les ouvriers donnent dès à présent mandat à des délégués réciproquement et régulièrement choisis à cet effet de se réunir le 1er septembre 1909 à Quimper, en vue d'étudier les bases possibles d'un contrat collectif réglant les conditions du travail pour toutes les usines, à partir du jour où il sera signé. Les délégués patronaux s'aboucheront avec leurs confrères.

Art. 2. — Les employeurs n'introduiront, jusqu'à la fin de la discussion nécessitée par l'élaboration du contrat, aucune machine nouvelle dans leurs usines sises dans la région de Concarneau (Concarneau, Lanriec, Doolan, Brigneau). Les fabricants dont les machines ont été détruites n'introduiront aucune machine nouvelle soit dans la région de Concarneau, soit ailleurs. Réserve est faite pour les machines qui ont été brisées ou viendraient à se déranger. Les soussignés feront leur effort auprès de tous leurs confrères du groupement de Concarneau pour qu'aucune machine nouvelle ne soit introduite par eux dans un autre lieu jusqu'à la fin de la discussion nécessitée par l'élaboration du contrat.

Art. 3. — Les ouvriers reprendront le travail dès le 30 juillet 1909. Les contrats acceptés auront plein effet. Les ouvriers qui n'ont pas signé de contrat travailleront aux conditions antérieurement établies.

Le conflit est donc terminé, grâce à l'intervention de Viviani.

DANS LES MINISTÈRES

Paris, 30 juillet. — Un décret supprime la direction de l'administration générale au ministère de l'intérieur.

Les deux premiers bureaux sont transférés au secrétariat général qui vient d'être reconstitué sous la direction de M. Huard ; les deux autres sont directement rattachés au cabinet du ministre.

Le président du conseil a conféré ce matin, place Beauvau, avec MM. Doumergue et Viviani. Ce dernier l'a mis au courant des détails de l'accord provisoire intervenu entre les patrons et les ouvriers sardiniers.

M. Briand a reçu ce matin M. Blériot qu'il a félicité du bel exploit qu'il a accompli en effectuant la traversée de la Manche.

L'aviateur avait été reçu dans la matinée par M. Millerand, à qui il avait été présenté par M. Lapeyrouse de Bonfils, de l'Aéro-Club.

Les Radicaux et le Ministère

Le Comité radical et radical-socialiste est reçu par le Président du Conseil.

Paris, 30 juillet. — On nous communique la note suivante :

Une délégation du bureau du comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, composée de MM. Steeg, Dalimier, Henry Bérenger, Bourdeau, Paul Falot, Chabannes, Postel et Chériou, a été reçue ce matin par M. Briand, président du conseil.

En l'absence de M. Lafferre, président du comité, retenu dans sa circonscription, cette délégation a été présentée à M. Briand par M. Steeg, premier vice-président.

Après un échange de vues sur la propagande à faire pour l'expansion de la politique républicaine dans le pays, le président du conseil a assuré les représentants du parti radical et radical-socialiste de toute sa sympathie et de son désir de collaborer utilement avec les organisations républicaines et de conserver avec elles un contact permanent.

Après une visite à M. Huard, le nouveau secrétaire général du ministère de l'intérieur la délégation s'est retirée.

Le Budget de 1910

LE MINISTRE DES FINANCES DEVANT LA COMMISSION DU BUDGET

Paris, 30 juillet. — M. Cochery, ministre des finances et M. René Renoult, sous-secrétaire d'Etat aux finances, ont été entendus cet après-midi par la commission du budget sur les chapitres modifiés du budget de leur département.

La plupart de ces modifications ont été acceptées par le ministre ; l'entente s'est aisément établie entre lui et la commission sur les quelques chapitres qui ont donné lieu à discussion.

La commission et M. Cochery se sont, d'autre part, mis d'accord pour que le 15 septembre prochain, les nouvelles propositions du Gouvernement touchant les retraites et l'équilibre du budget, soient soumises à la commission.

M. Argeliès a fait ensuite approuver les chapitres du budget des conventions.

La commission a passé à l'examen du budget des postes et télégraphes. Sur la proposition du rapporteur, M. Charles Dumont, le crédit du chapitre premier (personnel de l'administration centrale) a été réduit de 12.800 francs.

Une économie a, d'autre part, été réalisée par suite de la suppression du sous-secrétaire d'Etat.

La grâce des déserteurs de Casablanca

L'IMPRESSION EN ALLEMAGNE

Berlin, 30 juillet. — La grâce accordée par le Président de la République aux déserteurs de Casablanca a produit ici une excellente impression, non pas, me dit-on, qu'on s'intéresse particulièrement à ces hommes qui ont renié et leur patrie et le drapeau qu'ils avaient librement choisi, mais parce que l'incident diplomatique a été réglé paisiblement et amicalement.

Cette décision du Président de la République est considérée comme un acte d'amabilité internationale et le nouveau ministère a fait un beau geste amical pour l'Allemagne.

LE SYNDICAT DES POSTIERS

Après l'arrêt de dissolution. — L'un des condamnés se déclare décidé à faire appel.

Paris, 30 juillet. — Le Conseil d'administration du syndicat des postiers, dont les membres viennet d'être condamnés à 16 francs d'amende, ne s'est pas encore réuni pour examiner la situation qui lui est faite par le jugement rendu hier et ordonnant la dissolution du syndicat. Ils ont, on le sait, un délai de dix jours pour faire appel de la sentence de la neuvième chambre correctionnelle.

Nous avons vu l'un des condamnés d'hier, M. Chastenet, dont le rôle fut prépondérant lors des deux grèves de postiers.

Il nous a déclaré :

« Je ne puis pas engager la responsabilité de mes collègues sans les avoir consultés. Sont-ils disposés à faire appel ? Peut-être les trois membres qui étaient démissionnaires, MM. Martin, Quinard et Ausseil, accepteront-ils le jugement. Je ne sais pas encore. Le conseil d'administration se réunira pour décider de la conduite à tenir. Il est vraisemblable qu'uniformément nous interjetterons appel. En tous cas, en ce qui me concerne, j'y suis formellement décidé.

Vous pensez bien que ce n'est pas la peine, nullement infamante, de seize francs d'amende qui dicte ma résoluton. J'estime qu'il y a une question de principe pour laquelle nous devons épuiser, s'il le faut, toutes les juridictions. »

Les Mineurs Anglais

LA GREVE GENERALE PARAIT IMMINENTE

Londres 30 juillet. — La crise des houillères d'Ecosse prend une tournure de plus en plus grave. La conférence qui a eu lieu mardi à Glasgow, sous la présidence d'un délégué du Board of Trade, n'a pas réussi à mettre patrons et mineurs écossais d'accord sur le salaire minimum. D'autre part, la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne a fait connaître mercredi le résultat du vote sur la question de la grève générale. Il est nettement en faveur de l'arrêt général (518.361 voix pour, et seulement 62.980 contre).

Les délégués écossais vont se réunir une dernière fois à Londres, sous la présidence de M. Churchill. Si cette conférence échoue comme les précédentes, la Fédération ordonnera à tous ses membres de dénoncer les contrats qu'ils ont dans toute la Grande-Bretagne avec les patrons ; les mineurs d'Ecosse se mettront en grève dès la fin de cette semaine, et le 1er septembre, au plus tard (date où expirent les délais de dénonciation), la paralysie des houillères d'Angleterre sera générale.

LA CATASTROPHE DE SINGLES

LE RECIT D'UN RESCAPE

Le Puy, 30 Juillet.

Le mineur Jean Niel, un des « rescapés », a fait, en termes saisissants, à notre confrère Ronserail, du « Moniteur du Puy-de-Dôme », le récit du drame qui s'est déroulé lundi dans le puits de Flagnes. Il confirme les renseignements fournis par l'ingénieur, mais il fait remarquer qu'il a observé le réglement. Dès qu'il a entendu une détonation insolite, il s'est précipité vers la chambre à air. Les lampes, on le sait, s'étaient éteintes ; les dix ouvriers se bousculèrent, tous ayant hâte de fuir le danger. L'acide carbonique montait avec une effrayante rapidité, se glissait partout.

Les ouvriers qui parvinrent à atteindre la chambre, dans l'obscurité, entendirent la chûte des corps de leurs camarades. Ils crièrent des noms. Quelques-uns ne répondirent pas : Auguste Serre commit l'héroïque imprudence de vouloir se porter au secours de Ranevier, alors qu'il était déjà près de la bouche d'air comprimé. Il tomba à son tour, victime de son dévouement.

— Nous avons eu, nous dit M. Niel, un moment de terreur folle. Nous comprenions que nos frères de travail, qui ne répondaient pas à nos appels, étaient morts, et nous sentions déjà l'acide carbonique qui nous montait à la gorge et menaçait de nous asphyxier à notre tour.

Quand on pense que nous sommes restés ainsi plusieurs heures, nous disant que bientôt notre tour viendrait... Le grand bruit qui régnait dans la mine nous faisait croire aussi à un effondrement des galeries, et nous ne comprenions pas que l'on ne vint pas plus tôt à notre aide. Quand on est enterré vivant, on ne doit pas plus souffrir que ce que nous avons souffert ! C'était atroce !... Il y avait de quoi devenir fou !.. A un moment, nous nous sommes sentis moins oppressés. Il y avait déjà quatre heures que nous étions là. J'ai voulu sortir ! je me suis heurté à un corps, je l'ai touché avec mes mains : il était froid. Et je ne savais pas, je ne pouvais pas savoir, dans la nuit d la mine, quel était le malheureux qui glissait près de moi !...

Et à ce souvenir, M. Niel ne peut retenir ses larmes.

Une bande de matelots faux-monnayeurs

Toulon, 30 juillet. — A la suite de l'arrestation à La Ciotat des matelots Dubuc et Dole qui avaient émis de la fausse monnaie une perquisition a été faite ce matin au cinquième dépôt.

Cette perquisition a fourni la preuve qu'une bande organisée de matelots fabriquait de la fausse-monnaie.

Plusieurs arrestations ont été opérées.

Les tarifs douaniers russes

Pétersbourg, 30 juillet. — Le gouvernement a élaboré un projet de nouveau tarif douanier facilitant considérablement l'importation des produits étrangers qui ne font pas concurrence à l'industrie russe.

Ce projet prévoit une réduction des droits sur les produits provenant de France, car le système protectionniste actuel, sans contribuer au développement de l'industrie russe, exerce une influence désavantageuse sur les transactions entre la Russie et la France.

Le projet sera soumis en automne à l'examen de la Douma.

Drame de la misère

UN COMTE SE SUICIDE

Paris, 30 juillet. — Avant-hier un vieillard se suicidait dans le jardin du Luxembourg, devant le monument de Chopin ; il n'avait dans ses poches aucun papier d'identité, mais on apprit qu'il habitait à l'hôtel de Valenciennes, 18, rue des Petits-Hôtels.

C'était le comte de Peslanan. Depuis plus d'un an, il avait quitté une maison meublée voisine pour habiter avec sa femme l'hôtel de Valenciennes.

Né à Brest, en 1832, d'une vieille famille bretonne, le comte de Peslanan s'était engagé en 1850, au 9e régiment de hussards ; il avait gagné les galons de capitaine sur le champ de bataille, avait fait les campagnes d'Algérie, d'Italie, du Mexique et avait reçu, en 1866, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Par la suite des revers de fortune l'avaient conduit à la misère, et il ne lui restait plus pour vivre que les six cents francs de pension que lui servait le ministère de la guerre.

UNE FEMME POIGNARDÉE

Paris, 30 juillet. — Ce soir, une jeune femme de vingt-cinq ans, Mlle Andréa Desforges, stationnait sur le refuge situé à l'angle des boulevards Sébastopol et Saint-Denis, quand, fendant la foule et au risque de se faire écraser par les autos et les voitures qui sillonnaient la chaussée en cet endroit, un homme s'élança vers elle et après un colloque de quelques instants, la frappa d'un violent coup de poignard au bas-ventre. Son acte accompli, le meurtrier prit la fuite, poursuivi par la foule. Il fut arrêté dans le passage de l'Industrie.

Conduit au poste de police de la rue d'Aboukir, il déclara se nommer Maurice Lorentz, vingt-cinq ans, sans profession. C'est un repris de justice. Sa victime est son ancienne amie. Il l'a frappée parce que, après avoir refusé de reprendre avec lui la vie commune, la jeune femme l'avait dénoncé à la police comme souteneur.

Andréa Desforges a été transportée dans un état grave à l'Hôpital Saint-Louis. Son meurtrier a été écroué au Dépôt.

Officiers rappelés à l'activité

Paris, 30 juillet. — Par décret du président de la République sont rappelés à l'activité et par décision du ministre de la guerre, ont reçu les affectations suivantes :

M. Roquerol, colonel breveté en non-activité à Paris, en remplacement de M. Wimhosse, retraité, est nommé directeur général à Maubeuge.

M. Corbon, lieutenant en non-activité à Fresnes-sur-l'Escaut, est classé au 17e régiment d'infanterie.

FEUILLETON DU 31 JUILLET. — N. 7

FUALDÈS

PAR

Edmond LEPELLETIER

Il est mon parent. Nos familles sont unies, et les femmes, les jeunes gens de nos deux branches se fréquentaient : le livrer aux tribunaux, c'était rompre ces amitiés si douces, c'était aussi peut-être m'attirer la haine et la vengeance de tout ce parti de royalistes dont il est l'un des chefs secrets.

Fualdès s'arrêta un instant comme pour s'orienter, et, regardant à gauche et à droite sur la route tournant à quelques mètres, il pensa :

— Le manoir du Monastère, où vivent les Enjalran, doit être au bout de cette allée.

En, continuant sa route, il reprit sa méditation :

— Je ne les crains pas, ces royalistes ! Ils ont beau me menacer lourdement parce que j'ai servi la Révolution, et que j'ai requis le châtiment établi par les lois contre les émigrés et les traîtres, je me ris de leurs menaces et de leurs complots ! Malgré eux, j'aurais agi contre Jausion, si le remettre entre les mains de la justice n'était pas en même temps étaler en public le malheur de mon pauvre ami le colonel Reynard, et la trahison de sa femme. De grands scandales et de grandes douleurs sont ainsi évités. Je suis sans remords, et si c'était à refaire, encore une fois, j'anéantirais la poursuite, me réservant de garder par devers moi les preuves pour maintenir dans le droit chemin, à l'avenir, les coupables impunis !...

Fualdès était arrivé devant la barrière qui fermait l'enclos attenant à la propriété des Enjalran !

— Je vais revoir ma fille, enfin ! dit-il en portant la main à sa poitrine pour en comprimer les battements. Ainsi, c'est aux époux Bancal que je dois cette joie ! Aurais-je eu le courage d'envoyer aux galères ceux qui m'ont conservé mon enfant, ceux qui, pouvant le précipiter dans l'infamie, en ont fait une honnête et belle jeune fille dont ces Enjalran doivent être fiers ! Allons, si le magistrat a pu être fautif devant la loi, le père est absous par la nature.

Et Fualdès, poussant la barrière, entra dans l'enclos du Monastère.

Le ménage Enjalran habitait un ancien manoir, aux ruines coquettes, le monastère du Perrié, entouré d'un jardin dans le faubourg qui s'étage, tranquille et clair, sur la pente qui baigne l'Aveyron.

M. et Mme Enjalran marchaient à pas menus dans les allées du jardin.

L'ancien avocat, au détour d'une plate-bande, fit signe à sa femme de s'arrêter.

— Ecoute, dit-il, la petite ne se doute de rien.

— Et cela vaut mieux ! A seize ans, elle ne croit qu'au bonheur ! J'ai toujours peur qu'elle ne devine nos inquiétudes.

Par une fenêtre ouverte du premier étage, les sons d'une harpe venaient jusqu'à eux, doux et vibrants dans la mélancolie du crépuscule.

Ils écoutèrent un instant cette musique délicate, qui complétait leur vie paisible de rentiers et les tenait tous les jours sous le même charge. Cependant, M. Enjalran persistait dans sa mine soucieuse.

— Quand j'ai déclaré que Françoise-Clarisse était notre fille, reprit-il, et que l'officier chargé des mariages m'a demandé l'acte de naissance, j'ai bien manqué me trahir. Je tremblais, en lui disant que les actes des paroisses ayant été brûlés pendant la Révolution, je ne pouvais fournir les papiers.

— Remets-toi, dit la femme doucement. Ces messieurs ont l'habitude de régulariser des situations comme la nôtre.

— C'est que, fit M. Enjalran en baissant la voix, il y a Catherine Bruyère qui connaît notre secret.

— La femme Bancal ? Elle ne nous contredira pas. Ah ! si l'on ne risquait rien. Fallait-il donc perdre l'héritage de ton oncle ?

L'ancien avocat ne paraissait plus rien entendre. Il songeait à cet oncle, guillotiné sous la Terreur et laissant un testament qui léguait tout son avoir à son neveu, sous la condition formelle que ce neveu eût un enfant. Il se rappelait le désespoir de sa femme ne pouvant devenir mère. Il évoquait alors la vision de l'enfant contemplée endormie dans son berceau, trouvée gentille et emportée comme un trésor, la petite Françoise-Clarisse enfin, obtenue de Mme Bruyère, qui l'avait reçue de la mère quelques jours auparavant par l'entremise d'un vicaire de Notre-Dame, et qui ne savait plus comment s'en débarrasser.

— Je résisterais encore à ces ennuis, reprit M. Enjalran, si je ne savais cette Catherine Bruyère devenue la femme Bancal, si proche de nous. Je ne t'ai pas tout dit : j'ai souvent eu l'intention de quitter Rodez. Oui, je voudrais me sauver comme si j'étais un voleur ! Ne me suis-je pas approprié une paternité qui n'est pas à moi ? N'ai-je pas dérobé cette enfant, ignorante de tout, et qui me croit son père ?

— Allons ! tu es dans un mauvais jour ! Demain, tu n'y penseras plus, répondit avec une insoucieuse bonhomie Mme Enjalran. Il le faut, vois-tu ! Il ne s'agit pas seulement de notre fortune. Nous aimons l'enfant, tu le sais bien, et pour elle, nous devons montrer de la joie, être forts, être heureux, en apparence, du moins.

— Enfin, quand elle sera mariée avec M. Manson, je serai plus tranquille. C'est un excellent homme, le percepteur. Il nous permettra de voir souvent notre fille.

— Est-ce que ce n'est pas lui qui ferme la porte de la grille ?

— Mais oui ! Il est un peu en retard.

M. Manson les rejoignit. C'était un homme de taille moyenne, bien prise, avec un peu d'embonpoint. Il avait dépassé la quarantaine ; mais son mariage avec la jeune Clarisse, enfin décidé depuis huit jours, lui donnait une seconde jeunesse.

— J'ai pris le plus long, leur dit-il gaîment. Mais c'était pour un cadeau.

Et il leur fit voir une grosse botte de roses fraîches cueillies, éclatantes dans le flot vert des tiges et des feuilles.

— Mademoiselle Clarisse m'a avoué hier que ce sont ses fleurs préférées.

— Vous gâtez notre fille, dit en souriant Mme Enjalran. Allons lui porter vos fleurs.

Les sons de la harpe moururent à l'instant où la porte fut ouverte. La jeune fille blonde et rieuse se leva, laissant voir sa taille fine qu'entourait un ruban lilas, et vint à eux. Elle remercia, en rougissant, du bouquet, qui la fit longuement s'extasier.

Et, le dîner étant prêt, tous les quatre passèrent dans la salle à manger. Ce fut une heure charmante, que le silence du faubourg et le voisinage des roses décorant un bout de la table firent plus intime que d'habitude. Au dessert, toute pensée importune était loin de cet intérieur de joie et d'honnêteté.

— Je ne t'ai pas appelée dit l'ancien avocat à la servante, paraissant brusquement.

— Oui, monsieur. Mais c'est du monde qui vient.

— A cette heure ? Enfin... fais entrer quand même. Ah ! qui est-ce ?

— C'est M. le Procureur impérial dit la bonne, qui sortit.

A ces mots M. et Mme Enjalran se regardèrent avec effroi. Le secret de leur passé les unit dans un même sentiment de terreur. La Bancal avait parlé ! On savait la fraude de la fausse filiation attribuée à Clarisse. Ils se virent perdus : Clarisse, désespérée, les maudirait. M. Manson, indigné, les accusant de mauvaise foi, retirerait sa parole. Ils restèrent les bras pendants, les yeux fixes.

VIII

Fualdès embrasse sa fille

Debout, le chapeau à la main, sur le seuil de la salle à manger, Fualdès se tenait, plus troublé peut-être que ceux dont sa présence bouleversait les physionomies et inquiétait les consciences.

Tandis qu'il promenait ses regards sur la table familiale qu'entouraient les convives surpris, Enjalran et sa femme, échangeant de rapides coups d'œil, pensaient tout bas :

— Il cherche des coupables !

Il cherchait à rencontrer les regards de sa fille.

— Je vous demande pardon, dit-il enfin avec un embarras visible, mais que les Enjalran, dans leur inquiétude, ne pouvaient remarquer. J'aurais peut-être dû vous prévenir de ma visite, car il ne s'agissait pas ajouta-t-il en souriant, d'une descente de justice.

— Monsieur le Procureur, répondit Mme Enjalran très obséquieuse, vous serez toujours le bienvenu. Qu'y a-t-il pour votre service ?

— M. Fualdès poursuit une enquête compliquée, et il a besoin peut-être d'un renseignement... qu'en votre qualité d'ancien avocat au Parlement de Toulouse, ayant régi le présidial, vous pourrez lui donner, dit M. Manson, ne comprenant rien au trouble de ses futurs beaux-parents.

Qu'avaient-ils donc à redouter de la visite d'un magistrat ? Il n'y a que les coupables qui frissonnent au contact de la justice.

— J'ai, en effet, un court entretien à avoir avec Mme et M. Enjalran, dit le procureur. Monsieur, fit-il en désignant Manson, voudra bien tenir compagnie à mademoiselle... votre fille, n'est-ce pas ?

Et Fualdès, dont la voix tremblait légèrement, fixa son œil d'instructeur sur M. Enjalran, qui détourna la tête.

— Notre fille Clarisse, en effet, qui dans un mois va épouser le capitaine Manson, percepteur, dit Mme Enjalran.

M. Manson se leva, raide, boutonné, sanglé, le cou maintenu droit dans un col de crin recouvert de satin noir. L'ex-capitaine, devenu fonctionnaire des finances, avait conservé l'allure troupière. Il fit au procureur un salut bref pour confirmer la présentation faite.

Fualdès, surpris et désapointé, pensa :

— C'est donc là l'époux réservé à cette jeune fille ! Enfin, si cette union lui plaît, je n'ai pas le droit de contrecarrer le choix de ceux qui ont pris soin de son enfance : Bancal a parlé trop tard !

(A suivre).

BAPTÊME DELESPAUL-HAVEZ
Universellement en vedette
DRAGÉES-CHOCOLATS
LILLE - Rue Nationale, 89 - LILLE